

“La crise sanitaire nous montre qu’une autre politique est possible”

Quels premiers enseignements tirez-vous de la crise sanitaire qui frappe aujourd’hui la planète entière ?

Je dirais que cette crise a un effet de loupe sur une réalité qui était déjà perceptible avant son déclenchement, mais qui maintenant se dévoile au grand jour. La crise vient ainsi aggraver un certain nombre d’inégalités déjà existantes avant la crise. Les organisations qui constituent le Mouvement ouvrier chrétien sont aux prises avec beaucoup de gens qui étaient déjà souvent fragilisés avant la crise et qui sont particulièrement touchés depuis qu’elle s’est déclarée.

À qui pensez-vous ?

Je pense évidemment à toute une série de travailleurs. Non seulement à tous ceux qui sont placés en chômage économique – et ils sont très nombreux, ce qui représente un travail gigantesque pour les organisations syndicales. Mais je pense aussi aux travailleurs qui n’ont pas droit au chômage, les étudiants, les travailleurs au noir. Je pense aussi à un certain nombre de femmes qui subissent l’épidémie du Covid-19 de plein fouet. Avec le confinement, la violence conjugale s’est souvent aggravée – en Italie, le nombre de féminicides a augmenté. Et puis, il y a aussi toutes ces femmes seules, monoparentales dont la situation s’est terriblement compliquée. Nos réseaux sont notamment confrontés à des femmes qui ont été abandonnées juste avant le confinement et qui se savent plus comment se nourrir. Je pense aussi aux sans-papiers qui travaillent au noir et qui n’ont souvent pas de cartes de banque. On dit qu’il faut payer avec une carte de banque dans les magasins pour éviter les contacts. Mais quand on n’a pas de compte en banque, on fait comment ? Au début du confinement, les médias répercutaient surtout le discours bourgeois selon lequel le confinement pouvait être un moment de ressourcement, et selon lequel le télétravail se ferait confortablement à la maison. Mais cela ne parlait pas à une majorité de Belges. Parce que beaucoup d’entre eux n’ont pas la possibilité de travailler de chez eux. Ou parce qu’ils ne peuvent pas y être confortablement installés, dans un petit appartement avec des enfants.

Pour vous, que devra être l’après-Covid ?

Aujourd’hui, on voit énormément de gestes de solidarité, de bienveillance, de fraternité. C’est bien. Mais il ne faudrait pas que la parenthèse se referme une fois que le Covid-19 aura été vaincu. L’ampleur de la crise est due à l’articulation entre l’hyper-consumation et l’hyper-mobilité qui caractérise l’économie globalisée actuelle. Nous avons bien vu que quand une usine est mise à l’arrêt en Chine, c’est toute une chaîne de production chez nous qui est bloquée. Il faudra démonter tous ces mécanismes. Il y a un

Ariane Estenne

Présidente du Mouvement ouvrier chrétien

Janvier 2019. Ariane Estenne n’a que 35 ans quand elle devient présidente du Mouvement ouvrier chrétien (Moc). Licenciée en sciences politiques, elle a fait ses armes dans le milieu associatif, et singulièrement au sein du mouvement féministe Vie féminine, l’une des organisations constitutives du Moc (avec la CSC, la Mutualité chrétienne, la jeunesse ouvrière chrétienne et les Équipes populaires). En 2016, elle avait rejoint le cabinet de la ministre francophone de la Culture Alda Greoli (CDH) comme conseillère en l’éducation permanente.



Dans l’histoire, il y a eu d’autres moments où un électrochoc a permis de reconstruire autrement la société avec plus d’égalité, plus de solidarité. Après la Guerre, il y a eu la sécurité sociale. La sortie de crise pourrait être l’occasion de redonner un nouveau pacte, qui serait social et écologique.

enjeu pour les médias, pour les mouvements d’éducation permanente, pour tous ceux qui peuvent élaborer une parole publique de donner du sens à ce qui s’est passé et traduire ce que cette crise dit de notre société.

Et, pour vous, qu’est-ce que la crise dit de notre société pour vous ?

Le grand enseignement que je tire de ce qui se passe pour l’instant, c’est que Tina – pour “There is no alternative” – est morte. Depuis Margaret Thatcher, on nous dit qu’il n’y a pas d’alternative possible. Mais on voit bien que ce n’est pas vrai. Les cordons de la bourse étaient fermés. Aujourd’hui, à juste titre, on les ouvre. Des locataires étaient expulsés de leur logement. Aujourd’hui, un moratoire sur les expulsions a été décrété. On voit aussi qu’il est possible de réorienter la production de certaines entreprises vers des besoins essentiels. Avant la crise, c’était inimaginable.

Mais on voit mal les gouvernements continuer sur ce trend de dépenses publiques après la crise...

La première étape, c’est de voir qu’une autre politique est possible. Et on voit qu’elle est possible. Maintenant, il faut élaborer une stratégie permettant de pérenniser cette nouvelle politique. Si la crise permet de constater qu’une amélioration de la qualité de l’air ou une meilleure perception de l’importance des solidarités est possible, on doit réfléchir à la façon de maintenir ces aspects positifs une fois que ce sera terminé. Il faut prendre cette crise comme un moment de rupture et en profiter pour se poser des questions essentielles : quelle société veut-on ?, comment veut-on vivre ? comment veut-on s’alimenter ? Etc. Il y a un risque énorme qu’on revienne au système économique tel qu’il existait avant. Il est donc important de créer un rapport de force pour imposer un autre futur social, écologique, féministe. Tout l’enjeu politique est là. Dans l’histoire, il y a eu d’autres moments où un électrochoc a permis de reconstruire autrement la société, avec plus d’égalité, plus de solidarité. Après la Guerre, il y a eu la sécurité sociale. La sortie de crise pourrait être l’occasion de redonner un nouveau pacte, qui serait social et écologique.

L’État devrait-il prendre la main sur le marché pour pouvoir orienter davantage la production ?

Cette crise réinterroge clairement l’État. Non seulement dans son rapport avec le secteur privé – même le manager de l’année demande à pouvoir participer à l’effort collectif. Mais aussi dans son rapport avec le secteur associatif. Aujourd’hui, le secteur associatif remédie à un certain nombre de choses dont l’État devrait être responsable.

Entretien : Vincent Rocour